

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue [Montmartre, Paris] Hebdomadaire Le Numéro : 50 centime

SOMMAIRE

Des ouvriers, pas d'ouvriérisme (Boris Souvarine). — L'Internationale et le Parti Français : 5^e discours de Trotsky ; Lettres de l'Exécutif au Parti Français.

Des Ouvriers, pas d'Ouvriérisme

On a remarqué, dans les résolutions de l'Internationale sur le Parti français votées le 11 juin par l'Exécutif élargi (publiées dans l'*Humanité* du 2 juillet), le passage suivant :

« Il faut reconnaître l'absolue nécessité que plus de la moitié des membres du Comité Directeur soient des ouvriers ayant conservé une liaison effective avec les masses. »

Cette idée d'introduire de plus en plus d'éléments ouvriers dans l'organe dirigeant du Parti et, en général, dans tous les postes de confiance, avait été exprimée auparavant en plusieurs occasions par l'Internationale. Celle-ci, depuis le 3^e Congrès mondial, a insisté sur le caractère spécifiquement ouvrier que doit prendre notre Parti, chaque fois qu'une délégation a été envoyée auprès d'elle et chaque fois qu'elle a dû critiquer les erreurs du Parti dans des lettres qui seront d'ailleurs publiées bientôt.

Il n'est pas inutile de rappeler combien cette insistance de l'Internationale confirme le point de vue de la gauche du Parti. Depuis longtemps, nous avons préconisé la prolétarisation systématique des cadres du Parti et de sa représentation dans les assemblées légales. Au lendemain du Congrès de Tours, nous écrivions notamment dans la *Déclaration du Comité de la 3^e Internationale sur son rôle d'aujourd'hui et de demain* (qu'il nous faudra citer souvent car nous pouvons dire avec fierté qu'elle contenait en raccourci le programme de travail dont le Parti aurait dû s'inspirer et dont les interventions répétées de l'Exécutif ont confirmé la justesse), les lignes suivantes :

« Le Comité assigne particulièrement à ses adhérents, dans les conjonctures présentes, le devoir d'enrichir et de fortifier les cadres du Parti. Ils doivent attirer dans nos rangs LES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES, »

LES PROLETAIRES DE TENDANCE ANARCHISTE auxquels la guerre et la révolution russe ont appris la nécessité de la lutte politique, de la prise du pouvoir par le prolétariat, de la dictature prolétarienne. Ils doivent encourager, soutenir, aider les nouvelles recrues, qui recèlent l'avenir du mouvement communiste. Ils doivent surtout favoriser LES OUVRIERS, les mettre à même de développer leurs facultés organisatrices, d'accroître leur expérience politique, faire en sorte qu'ils soient placés dans la mesure du possible aux postes de confiance du Parti. » (*Bulletin Communiste*, du 20 janvier 1921.)

Nous pourrions citer encore plusieurs articles où nous exprimions la même idée, qui nous est particulièrement chère depuis que nous avons pu constater quel mal ont fait au mouvement ouvrier révolutionnaire les prétendus « intellectuels » et les petits-bourgeois qui avaient envahi l'ancien parti socialiste et qui jouent encore dans le parti communiste un rôle différent de celui qu'ils devraient assumer. Nous nous bornons à rappeler quelques lignes d'un article (*L'Esprit Communiste*) que nous pourrions reproduire intégralement aujourd'hui pour montrer combien la gauche avait, dès janvier 1921, une vue nette et exacte de la situation et de son développement inévitable dans le cas où la politique de la gauche serait délaissée. L'article se terminait ainsi :

« L'esprit communiste nous incite à « perdre » (si l'on peut dire) des milliers de petits-bourgeois du Parti pour gagner des dizaines de milliers d'ouvriers conscients. Le développement normal du Parti ne s'accomplira qu'avec l'afflux des syndicalistes-révolutionnaires, qui lui infuseront un sang pur dont il a grand besoin, et qui profiteront eux-mêmes de l'expérience politique acquise par le Parti. »

Sans les syndicalistes-révolutionnaires, déçus à participer à l'action politique, le Parti ne pourra qu'ébaucher sa transformation. » (*Bulletin Communiste*, du 20 janvier 1921.)

Aujourd'hui comme après Tours, nous pensons que notre Parti ne deviendra pas un véritable parti communiste s'il ne se transforme pas en parti ouvrier, s'il ne remet pas à leur place les « intellectuels » ou ce qu'il est convenu d'appeler tels, s'il ne donne pas au prolétariat la preuve, par ses actes, qu'il est son parti. Et l'Internationale a donné à notre point de vue l'autorité de son approbation répétée parce qu'elle a vite discerné les dommages causés au Parti par les « intellectuels » individualistes qui mettent leur personnalité au-dessus de l'intérêt du Parti, — qui est celui du prolétariat.

Ceci exige un éclaircissement de la conception communiste du rôle des ouvriers et des « intellectuels » dans le Parti, une définition sans équivoque du terme généralement imprécis d'« intellectuels » dans le sens où nous l'employons, et enfin la mise en garde contre la déviation ouvriériste qui est une démagogie et que nous combattons impitoyablement comme nous avons su combattre toutes les démagogues, jusqu'à présent honorées par la Direction de notre Parti non encore communiste.

..

Dans un Parti comme le nôtre, dont la Direction a négligé depuis près de deux ans son devoir d'éduquer la masse des adhérents et de lui donner une claire notion des conceptions les plus essentielles du communisme, il est toujours indispensable de définir le contenu des mots que l'on emploie avant de s'engager dans un exposé. Sans cette précaution préalable, on risquerait de faire le jeu des brouillons qui sont toujours prêts à s'emparer de quelques expressions pour en faire un semblant de doctrine, alors qu'ils n'entendent rien à la signification communiste de ces expressions.

En traitant de la nécessité de rendre notre Parti ouvrier, on court le risque d'apporter de l'eau au moulin des démagogues ouvriéristes dont nous ne voulons faire le jeu à aucun prix, dont nous saurons même contrecarrer la déviation. C'est pourquoi nous croyons utile de combattre d'abord le point de vue grossièrement erroné des brouillons qui attribuent tous les maux du Parti « aux avocats, journalistes, etc. ».

En réalité, ceux qui analysent ainsi la crise du Parti causent à celui-ci le même préjudice que ceux qu'ils dénoncent comme « avocats, journalistes, etc. ». *Ce dont le Parti souffre, c'est de l'individualisme de certains de ses membres.* Quand ceux-ci sont des avocats ou

des journalistes, ils se donnent le titre supérieur, « d'intellectuels » ; quand ils sont ouvriers, ils sont des ouvriéristes ou des anarchisants. Les uns et les autres font passer leur *moi* avant le *nous* du Parti, considèrent leurs préoccupations personnelles avant l'intérêt collectif du Parti. Les uns et les autres, qu'ils soient « manuels » ou « intellectuels » ne sont pas de vrais communistes.

L'ouvrier qui met en avant, dans une discussion, sa qualité d'ouvrier, au lieu de donner un argument supérieur à celui de son contradicteur, est un démagogue nuisible au Parti. L'écrivain qui met en avant, dans une discussion, ses succès littéraires ou ses titres universitaires, au lieu de réfuter l'argument de son contradicteur, est un démagogue d'une autre espèce, également nuisible au Parti. Tous deux, le manuel et l'intellectuel, sont des individualistes, donc des éléments inassimilables pour le Parti communiste tant qu'ils n'ont pas compris la nécessité de subordonner leur personne à leur parti.

Jamais un ouvrier réellement révolutionnaire n'éprouve le besoin de proclamer : « Je suis un manuel », pour en imposer à son auditoire. Jamais un révolutionnaire cultivé ne sent la nécessité d'affirmer : « Je suis un intellectuel », pour impressionner une assemblée. Un communiste révolutionnaire se contente de servir son parti dans toute la mesure de ses moyens, physiques et intellectuels, et ne connaît d'autre hiérarchie que celle des services rendus.

Ce qu'il faut éliminer du Parti, c'est l'esprit individualiste, qui revêt chez les uns la forme ouvriériste, chez les autres la forme « intellectuelle ». Ce qu'il faut susciter et développer, c'est l'esprit communiste qui subordonne l'intérêt individuel à l'intérêt collectif.

Nous en avons assez dit pour faire comprendre que si nous mettons en cause les « intellectuels », ce n'est pas par concession à la démagogie ouvriériste, qui n'a pas d'adversaire plus résolu que nous. *Les « intellectuels » que nous critiquons sont ceux qui se sentent « intellectuels » avant d'être communistes.*

L'auteur de ces lignes s'est souvent entendu dire : « Vous êtes un intellectuel aussi ». Il n'accepte pas cette qualification, parce que celle de communiste lui suffit. Tout le problème si longtemps controversé du rôle des « intellectuels » dans le mouvement ouvrier réside dans ce fait que certains « intellectuels » croient qu'ils honorent le mouvement ouvrier en s'y ralliant (se rappelle-t-on la grotesque expression de Longuet sur la « parure intellectuelle » de l'ancien Parti ?) que certains autres veulent se servir du mouvement ouvrier au lieu de le servir. Un vrai communiste est communiste avant tout et si les cir-

constances ont voulu qu'il soit cultivé, c'est tant mieux pour le parti qu'il sert. Le Parti n'a pas à le juger comme « intellectuel » mais à l'apprécier comme militant.

Tout homme qui entre dans le Parti révolutionnaire du prolétariat doit devenir avant tout, un serviteur de son Parti. C'est pourquoi « l'intellectuel » devenu vraiment communiste perd sa prétention ridicule d'intellectuel pour l'échanger contre l'ambition infiniment supérieur d'être un révolutionnaire.

Aussi le soussigné, — qui se met en cause pour la commodité de la démonstration, — ne se considère pas comme un intellectuel du fait que son cerveau travaille plus que ses mains, ni même comme un journaliste du fait que ses aptitudes lui ont fait attribuer dans le Parti une sorte de travail plutôt qu'une autre : il est un homme au service de son Parti, il assume les tâches que son Parti lui assigne. C'est tout, et c'est beaucoup. Un révolutionnaire ne connaît rien de plus noble que de travailler pour la révolution.

Dans tous les Partis communistes, les adhérents sont prêts à répondre aux ordres de leur Parti, sans invoquer leur fausse dignité d'intellectuels ou de manuels. Ceci est particulièrement démonstratif en Russie, où les exigences de la Révolution ont renforcé la discipline au point de faire disparaître pour un temps toute considération individuelle : on y a vu des intellectuels accomplir de pénibles corvées et des manuels jouer des rôles brillants. L'intellectuel-russe qui s'aviserait, dans le Parti, de faire sonner le clinquant de ses titres, serait immédiatement puni des éclats de rire de ses auditeurs.

Etre communiste et révolutionnaire avant tout, c'est toute la question.

Mais si la prétention des « intellectuels » à se placer au-dessus des ouvriers est odieuse et d'essence bourgeoise, si la prétention des ouvriers à humilier leurs camarades de combat auxquels le hasard a donné une culture supérieure est insupportable, il ne s'ensuit pas qu'ouvriers et intellectuels doivent être confondus dans les mêmes tâches, dans le Parti communiste.

C'est un fait historique de la plus haute importance que la classe opprimée reçoit le précieux concours de quelques transfuges de la classe dominante dans sa lutte révolutionnaire. Le prolétariat doit notamment à des intellectuels ci-devant bourgeois sa doctrine et ses connaissances scientifiques, la claire conscience de sa mission historique et même souvent l'exemple du courage dans la lutte et de l'esprit de sacrifice. Il serait inintelligent de ne pas tenir compte d'un tel fait. Sans aller jus-

qu'à la conception de Blanqui — lequel disait, ou à peu près, qu'une révolution est mûre quand il se trouve un nombre suffisant de déclassés qui se placent à la tête des opprimés, — il faut apprécier la valeur de l'apport des intellectuels au parti qui est par excellence celui des manuels.

Il s'agit de mettre les intellectuels à leur place dans le Parti ouvrier. Le mal que nous avons signalé deux ans auparavant et que l'Exécutif a souligné souvent, c'est la mauvaise utilisation des intellectuels au profit du mouvement ouvrier. Jusqu'à présent, on a cru nécessaire de faire des intellectuels principalement des représentants du Parti dans les assemblées parlementaires et régionales ou locales, sous prétexte de rivaliser de compétence et d'éloquence avec les représentants bourgeois. Le prolétariat voit maintenant, à tort ou à raison (et il faut reconnaître qu'il n'a que trop de raisons de se méfier) dans tout parti politique une entreprise d'exploitation de sa confiance pour la mise en valeur de quelques personnalités.

Le Parti Communiste doit lui prouver qu'il se trompe. Il doit mettre les intellectuels à leur vraie place, c'est-à-dire au service du Parti, aux postes de travail exigeant certaines aptitudes, connaissances et expériences. Il doit mettre les ouvriers principalement aux postes représentatifs, non pour qu'ils traduisent en termes choisis ou d'une manière distinguée les revendications de leur classe afin de convaincre leurs ennemis de classe, mais pour qu'ils expriment les souffrances, pour qu'ils crient la douleur des exploités et se fassent entendre de leurs frères endormis ou découragés.

Un Parti composé essentiellement d'ouvriers, des intellectuels au service du Parti, des ouvriers représentant le Parti, — telle est la conception que nous espérons faire prévaloir, tant contre la démagogie ouvriériste que contre la prétention « intellectuelle ».

Boris SOUVARINE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

“ Sous l'étendard du Marxisme ”

Tout ce qu'il y avait à dire d'essentiel sur les tâches générales de la revue *Sous l'étendard du marxisme* a été dit — et excellemment dit — par le camarade Trotsky dans le n° 1-2 de cette revue. Je voudrais pour ma part m'arrêter à quelques questions touchant de plus près la nature et le programme du travail que s'est assigné la rédaction dans sa déclaration liminaire publiée dans le n° 1-2.

Dans cette déclaration, elle affirme que si ceux qui se sont ralliés autour de la revue *Sous l'étendard du marxisme* ne sont pas tous des communistes, ils sont du moins tous des matérialistes conséquents. A mon avis, cette coalition des communistes avec les non-communistes est absolument nécessaire et fixe par là même les tâches de la revue. L'une des erreurs les plus graves et les plus dangereuses des communistes (comme en général des révolutionnaires qui ont accompli avec succès le début de la Grande Révolution) est l'idée que la révolution peut être faite avec les forces des seuls révolutionnaires. Il n'en est pas ainsi, et les révolutionnaires ne peuvent jouer un rôle qu'en tant qu'avant-garde de la classe qui est par excellence la classe vitale, la classe avancée : c'est là une vérité dont la compréhension et l'application réelle sont la condition indispensable de la réussite dans tout travail révolutionnaire sérieux. Cette avant-garde ne pourra s'acquitter de ses tâches d'avant-garde que si elle sait rester attachée à la masse qu'elle dirige et la conduire en avant. Sans liaison avec les non-communistes dans les domaines les plus divers de l'activité humaine, il est même inutile de songer à réaliser l'œuvre de construction communiste.

Cette vérité s'applique aussi à l'œuvre de défense du matérialisme et du marxisme, qu'a entreprise la revue *Sous l'étendard du marxisme*. Par bonheur, les principaux courants de la pensée sociale progressive russe ont une solide tradition matérialiste. Sans parler de G. V. Plékhanov, il suffit de nommer Tchernichevsky, dont se sont fréquemment écartés les socialistes contemporains (socialistes-populaires, socialistes-révolutionnaires, etc.) qui, dans leur engouement pour les doctrines philosophiques réactionnaires à la mode, se sont laissé prendre à ce que l'on appelle le « dernier mot » de la science européenne et n'ont pas su voir que cet oripeau dissimulait des façons diverses de servir la bourgeoisie, ses préjugés et son esprit réactionnaire.

En tout cas, nous avons et nous aurons encore assez longtemps en Russie des matérialistes hors du camp communiste et notre devoir indubitable est d'attirer tous les partisans du matérialisme conséquent et militant à col-

laborer à notre lutte contre les préjugés et le réactionnarisme philosophiques de ce que l'on appelle le « monde intellectuel ». Ditzhen père (ne pas le confondre avec son rejeton prétentieux, littérateur avorté) a eu une expression saisissante de justesse et de clarté, pour caractériser le point de vue fondamental du marxisme sur les courants philosophiques qui dominent dans les pays bourgeois et y jouissent de la faveur des savants et des publicistes. Dans la société moderne, a-t-il dit, les professeurs de philosophie ne sont en réalité, dans la plupart des cas, que « les laquais diplômés de la calotte ».

Nos intellectuels russes qui, semblables en cela d'ailleurs à leurs confrères des autres pays, se piquent d'être des esprits avancés, se sentent fort mal à leur aise, lorsqu'on envisage la question du point de vue de l'appréciation que Ditzhen a faite d'eux. La vérité les blesse. Il suffit de réfléchir un instant à la dépendance étatique, économique, morale et autre des intellectuels contemporains à l'égard de la bourgeoisie dominante, pour comprendre l'absolue justesse de la violente critique de Ditzhen. Il suffit de considérer l'immense majorité des courants philosophiques à la mode qui surgissent si fréquemment dans les pays européens, depuis ceux, par exemple, qu'a fait naître la découverte du radium, jusqu'à ceux qui tentent maintenant de se baser sur les théories d'Einstein, pour voir immédiatement le lien étroit qui unit les intérêts, la position de classe de la bourgeoisie, l'appui prêté par cette dernière à toutes les formes de religion, — et l'idéologie des tendances philosophiques à la mode.

Par suite, une revue qui veut être l'organe du matérialisme militant doit être tout d'abord un organe de combat, c'est-à-dire démasquer et poursuivre inlassablement tous les « laquais diplômés de la calotte », qu'ils soient les représentants de la science officielle ou des francs-tireurs isolés, s'intitulant « publicistes-démocrates de gauche » ou « idéologues socialistes ».

Cette revue doit être en second lieu l'organe de l'athéisme militant. Nous avons des corps constitués ou tout au moins des institutions étatiques affectés spécialement à ce travail. Mais il est mené très mollement, d'une façon extrêmement défectueuse, car il se ressent évidemment de l'influence des conditions générales déprimantes de notre bureaucratisme purement russe — pour ne pas dire soviétiste — qui pèsent sur lui. Par suite, il importe au plus haut point qu'une revue qui prétend être l'organe du matérialisme militant complète, rectifie et anime l'action de ces institutions étatiques et mène une propagande athéiste infatigable. Il faut suivre avec la plus grande

attention les œuvres publiées sur ces questions dans toutes les langues, les traduire ou, tout au moins, en citer tout ce qui a une valeur.

Depuis longtemps, Engels avait conseillé aux dirigeants du prolétariat contemporain de traduire pour la répandre largement dans le peuple, la littérature athéiste de la fin du XVIII^e siècle. A notre honte, nous ne l'avons pas encore fait. (Encore une preuve de plus qu'à une époque révolutionnaire, il est incomparablement plus facile de conquérir le pouvoir que de savoir l'utiliser comme il convient). Nous justifions parfois notre mollesse, notre inactivité et notre incapacité par toutes sortes de raisons « supérieures » : « La littérature athéiste du XVIII^e siècle, dira-t-on, est vieillie, elle n'est plus scientifique, elle est incroyablement naïve », etc. Il n'y a rien de pire que de tels sophismes, soi-disant basés sur la science, qui ne recouvrent en réalité que le pédantisme de leurs auteurs ou leur complète inintelligence du marxisme. Certes, l'on trouvera beaucoup de naïvetés et de choses anti-scientifiques dans les œuvres athéistes des révolutionnaires du XVIII^e siècle. Mais rien n'empêche les éditeurs d'abrégés ces œuvres et de les accompagner de courtes notices, dans lesquelles ils montreront le progrès accompli par l'humanité depuis la fin du XVIII^e siècle dans la critique scientifique de la religion et indiqueront les nouveaux ouvrages susceptibles de compléter les anciens. La faute la plus grave, la plus funeste que puisse commettre un marxiste serait de penser que les grandes masses populaires (particulièrement les masses paysannes et artisanes) condamnées par tout le régime social actuel à l'ignorance et aux préjugés ne puissent échapper à l'obscurantisme qu'en s'engageant directement dans la voie droite de l'enseignement purement marxiste. Il est indispensable de donner à ces masses les éléments les plus variés de propagande athéiste, de leur présenter les faits les plus caractéristiques dans des sphères les plus différentes de la vie humaine, de les intéresser à tout prix, de les secouer, de les réveiller de leur torpeur religieuse par des moyens multiples.

Hardies, vives, talentueuses, spirituelles et dirigées ouvertement contre le cléricisme dominant, les œuvres des athéistes du XVIII^e siècle seront à coup sûr infiniment plus propres à tirer les masses de leur torpeur religieuse, que les sèches et ennuyeuses paraphrases du marxisme dont foisonne notre littérature, paraphrases que ne viennent presque jamais animer des faits intelligemment choisis et qui, il faut l'avouer, dénaturent bien souvent le marxisme. Tous les ouvrages plus ou moins importants de Marx et d'Engels sont traduits en russe. Il n'y a donc absolument aucune raison de croire que l'ancien athéisme et l'ancien matérialisme ne seront pas complétés par les rectifications qu'y ont apportées Marx et Engels. L'important — et c'est précisément ce qu'oublie le plus souvent nos communistes soi-disant marxistes, qui en réalité ne font que défigurer le marxisme — im-

portant, dis-je, c'est de savoir intéresser les masses par une méthode rationnelle d'analyse à l'égard des questions religieuses et une critique consciente des religions.

Considérez d'autre part les représentants de la critique scientifique contemporaine des religions. Presque toujours ces représentants de la bourgeoisie intellectuelle « complètent », leurs propres réfutations des préjugés religieux par des raisonnements qui montrent immédiatement qu'ils sont des esclaves idéologiques de la bourgeoisie, des « laquais diplômés de la calotte ».

Deux exemples : Le professeur R. J. Wipper a publié en 1918 un opuscule intitulé *La naissance du christianisme*. (Edition Pharos, Moscou). Passant en revue les principaux résultats de la science contemporaine, l'auteur non seulement ne combat point les préjugés et le mensonge qui sont les armes de l'Eglise, en tant qu'organisation politique, non seulement passe sous silence ces questions, mais encore émet la prétention ridicule et réactionnaire au plus haut point de s'élever au-dessus de ces deux « extrêmes » : l'idéalisme et le matérialisme. Cela s'appelle être le larbin de la bourgeoisie dominante qui, dans le monde entier, sur l'argent qu'elle extorque aux travailleurs, emploie des centaines de millions à soutenir la religion.

Réfutant dans son ouvrage *Le mythe du Christ* les fables et les préjugés religieux de notre époque, démontrant qu'il n'y a jamais eu de Christ, le savant allemand bien connu Arthur Drevs se prononce néanmoins à la fin de son livre pour la religion, mais pour une religion renouvelée, épurée de ses scories, ingénieuse, capable de résister « au torrent naturaliste chaque jour de plus en plus irrésistible » (p. 238, 4^e édition allemande, 1910). Nous sommes ici en présence d'un réactionnaire véritable, conscient, qui aide ouvertement les exploités à substituer aux anciens préjugés religieux complètement pourris de nouveaux préjugés encore plus répugnants, plus infâmes.

Ce n'est pas à dire qu'il ne faille pas traduire Drevs. Tout en réalisant, dans une certaine mesure, leur alliance avec la partie progressive de la bourgeoisie, les communistes et tous les matérialistes conséquents avec eux-mêmes doivent la démasquer infatigablement lorsqu'elle verse dans le réactionnarisme. Eviter l'alliance avec les représentants de la bourgeoisie du XVIII^e siècle, c'est-à-dire de l'époque où la bourgeoisie était révolutionnaire, ce serait trahir le marxisme et le matérialisme, car l'« alliance » partielle sous une forme ou sous une autre avec Drevs et consorts nous est absolument nécessaire dans notre lutte contre l'obscurantisme religieux dont l'emprise est encore si forte.

La revue *Sous l'étendard du marxisme* qui veut être l'organe du matérialisme militant doit consacrer une grande place à la propagande athéiste, à la revue des œuvres littéraires traitant cette question ; elle doit s'em-

ployer à combler les immenses lacunes de notre travail étatique dans ce domaine. Il importe au plus haut point d'utiliser les livres et brochures contenant beaucoup de faits, de comparaisons vivantes montrant la liaison des intérêts et des organisations de classe de la bourgeoisie contemporaine avec les institutions et la propagande religieuses.

L'on ne saurait exagérer l'importance des matériaux ayant trait aux Etats-Unis d'Amérique où la liaison officielle étatique de la religion et du capital se manifeste moins apparemment que dans les autres pays. Quant à nous, nous ne prenons pas le change et nous voyons de plus en plus clairement que la soi-disant démocratie contemporaine (devant laquelle s'aplatissent les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et en partie les anarchistes) n'est en somme que la liberté de prêcher ce qui est avantageux à la bourgeoisie, et ce qui lui est avantageux c'est la propagande des idées les plus réactionnaires, le soutien de la religion, de l'obscurantisme, la défense des exploités, etc.

J'aime à espérer qu'une revue qui veut être un organe du matérialisme militant donnera à ses lecteurs des aperçus de la littérature athéiste, qu'elle accompagnera de notices indiquant les œuvres plus spécialement appropriées à chaque cercle de lecteurs et signalant les livres déjà parus en russe (ne tenir compte naturellement que des traductions passables, dont le nombre d'ailleurs est très limité) et ceux qu'il conviendrait de faire paraître.

Outre l'alliance avec les matérialistes convaincus non adhérents au Parti Communiste, il importe extrêmement au succès de la tâche que doit accomplir le matérialisme militant, de conclure une alliance avec ceux des représentants de la science contemporaine qui penchent vers le matérialisme et ne craignent pas de le soutenir et de le propager contre les aberrations philosophiques à la mode à teinture d'idéalisme et de scepticisme qui dominent dans ce qu'on est convenu d'appeler le « monde intellectuel ».

L'article de A. Timiriaziev sur la théorie de la relativité d'Einstein, que la revue *Sous l'étendard du marxisme* a publié dans son premier numéro, permet d'espérer que cette revue saura réaliser également cette seconde alliance. C'est là un point qui doit attirer notre attention. Nous ne devons pas oublier que la révolution qui bouleverse actuellement les sciences physiques engendre à chaque instant des écoles et des sectes, des courants et des chapelles philosophiques nettement réactionnaires. C'est pourquoi il faut suivre avec la plus grande attention les questions que pose la récente révolution accomplie dans le domaine des sciences physiques et assurer à tout prix à notre revue philosophique la collaboration des spécialistes en la matière. C'est là une tâche sans la solution de laquelle le matérialisme militant ne peut être ni militant, ni matérialisme. Si, dans le premier numéro de cette revue, Timiriaziev a dû signaler que dans tous les pays, la grande majorité des re-

présentants des intellectuels bourgeois se sont rués, pour l'utiliser dans leur intérêt, sur la théorie d'Einstein — qui lui-même, d'après Timiriaziev, n'attaque nullement les fondements du marxisme — il faut ajouter qu'Einstein n'est pas unique dans son cas, et que son sort est celui d'une série, sinon de la plupart, des grands savants qui, depuis la fin du XVIII^e siècle, ont accompli une révolution dans les sciences physiques et naturelles.

Pour que de pareils faits ne passent pas inaperçus de nous, nous devons comprendre que, sans un fondement philosophique solide, aucune science physique, aucun matérialisme ne seront en état de résister à la poussée des idées bourgeoises et à la restauration de la conception bourgeoise de l'univers. Pour soutenir cette lutte et la mener à bonne fin, l'homme de science doit être un matérialiste, un partisan conscient du matérialisme représenté par Marx, c'est-à-dire un matérialiste dialecticien. Pour arriver à ce but, les collaborateurs de la revue *Sous l'étendard du marxisme* doivent entreprendre une étude systématique de la dialectique d'Hegel au point de vue matérialiste, c'est-à-dire de la dialectique que Marx a appliquée dans son *Capital* et dans ses travaux historiques et politiques. Marx a su l'employer avec un tel succès que, maintenant, chaque jour qui nous apporte la nouvelle de l'éveil à la vie et à la lutte de nouvelles classes en Orient (Japon, Inde, Chine) — c'est-à-dire de centaines de millions d'hommes qui constituent la grande majorité de la population du globe et qui par leur inactivité, leur léthargie historique ont causé jusqu'à un certain point la stagnation et la décomposition de nombre d'Etats européens avancés — chaque jour, dis-je, où de nouveaux peuples et de nouvelles classes s'éveillent à la vie conviennent davantage le marxisme.

Certes, une telle étude, une telle interprétation, une telle propagande de la dialectique d'Hegel sont extrêmement difficiles et les premières expériences seront inévitablement entachées d'erreurs. Mais seul celui qui ne fait rien ne se trompe pas. Nous appuyant sur l'application par Marx de la dialectique d'Hegel comprise au point de vue matérialiste, nous pouvons et devons développer cette dialectique de toutes les façons, publier dans notre revue des extraits des principales œuvres d'Hegel, les interpréter au point de vue matérialiste, les commenter par des exemples d'application de cette dialectique par Marx, ainsi que par des modèles de cette dialectique dans le domaine des rapports économiques et politiques, modèles que l'histoire de nos jours fournit en abondance, spécialement depuis la dernière guerre impérialiste et la Révolution. A mon avis, le groupe des rédacteurs et des collaborateurs de la revue *Sous l'étendard du marxisme* doit être en quelque sorte une « société des amis matérialistes de la dialectique d'Hegel ». Les savants contemporains (s'ils savent chercher, et nous les y aiderons) trouveront dans la dialectique d'Hegel, interprétée au point de vue matérialiste, une série de réponses aux ques-

tions philosophiques que la Révolution a posées dans le domaine des sciences naturelles et qui « déroutent » les intellectuels adorateurs de la mode bourgeoise et les font rouler dans la réaction.

Si cette tâche n'est pas entreprise et systématiquement effectuée, le matérialisme ne pourra être militant. Il sera bien moins militant que combattable et battu. Si nous ne menons pas à bien cette tâche, les savants seront, aussi souvent que jusqu'à présent, impuissants dans leurs déductions et leurs généralisations philosophiques. En effet, la science progresse si rapidement, subit une révolution si profonde dans toutes ses branches qu'elle ne peut se passer de déductions philosophiques.

Pour conclure, je citerai un exemple qui n'est pas du domaine de la philosophie, mais qui se rapporte en tout cas aux questions sociales auxquelles la revue *Sous l'étendard du marxisme* veut consacrer son attention.

Cet exemple montre que la soi-disant science contemporaine sert en réalité à propager les opinions les plus brutalement et les plus basement réactionnaires.

J'ai reçu tout dernièrement le n° 1 (1922) de la revue *l'Economiste* publiée par la 11^e section de la « Société technique russe ». Le jeune communiste qui m'avait envoyé cette revue (et qui vraisemblablement n'avait pas eu le temps d'en lire le contenu) m'en avait imprudemment fait un grand éloge. En réalité, cette revue est, consciemment ou non je ne saurais le dire, l'organe des esclavagistes contemporains qui se drapent dans le manteau de la science, du démocratisme, etc.

Un certain Monsieur P.-A. Sorokine y publie des recherches « sociologiques » étendues « sur l'influence de la guerre ». Dans son article à prétentions scientifiques, l'auteur se réfère constamment à ses propres travaux « sociologiques » et à l'autorité de ses innombrables maîtres et collègues de l'étranger. Voici un échantillon de sa science :

« A la page 83, je lis :

« Sur 10.000 mariages à Petrograd, nous avons maintenant 92,2 divorces (chiffre fantastique) ; de plus, il est à signaler que sur 100 mariages rompus 51,1 ont duré moins d'un an et parmi ces derniers 11 % moins d'un mois, 22 % moins de deux mois, 41 % moins de six mois et seulement 26 % plus de six mois. Ces chiffres montrent que le mariage légal de nos jours est une forme qui masque en réalité les rapports sexuels extra-conjugaux et permet aux amateurs du fruit défendu de satisfaire légalement leurs appétits. » (*L'Economiste*, n° 1, p. 83.)

Evidemment, ce monsieur, ainsi que la « Société technique russe » qui édite cette revue et y insère de pareils raisonnements, se rangent au nombre des partisans de la démocratie et seront extrêmement offensés quand on les appellera ce qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire des esclavagistes, des réactionnaires, « des laquais diplômés de la calotte ».

La moindre connaissance de la législation

des pays bourgeois sur le mariage, le divorce, les enfants naturels montre à tout homme qui s'intéresse à cette question que même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, la démocratie bourgeoise est brutalement esclavagiste envers la femme et les enfants naturels.

Certes, cela n'empêchera pas les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, une partie des anarchistes et tous les autres partis bourgeois d'Occident de continuer à invoquer la démocratie et à crier haro sur les bolcheviks qui la violent impudemment. En réalité, la révolution bolchevique est la seule révolution qui soit logiquement démocratique à l'égard de questions telles que le mariage, le divorce et la situation des enfants naturels. Or, ce sont là des questions qui touchent de très près les intérêts de plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule, la révolution bolchevique, malgré le grand nombre de révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui s'intitulent démocratiques, a mené sous ce rapport une lutte en règle contre le réactionnarisme et l'esclavagisme, ainsi que contre l'hypocrisie coutumière des classes possédantes et dirigeantes.

Si M. Sorokine considère comme fantastique le chiffre de 92 divorces sur 10.000 mariages, il faut en conclure ou bien que l'auteur a été élevé et a vécu dans un monastère complètement isolé du reste du monde, — ce qu'il est bien difficile de croire — ou bien que cet auteur dénature consciemment la vérité dans l'intérêt de la réaction et de la bourgeoisie. Il suffit d'être tant soit peu au courant des conditions sociales régnant dans les pays bourgeois pour savoir que le nombre des divorces effectifs (non sanctionnés par l'église et par la loi) est partout infiniment plus considérable. Sous ce rapport la Russie se distingue des autres pays en ce que non seulement ses lois ne consacrent pas l'hypocrisie générale et l'inégalité de la femme et de son enfant auxquels on dénie tout droit, mais, au nom du pouvoir suprême, déclare une guerre systématique à l'hypocrisie et à l'inégalité sous toutes leurs formes.

Une revue marxiste est tenue de guerroyer contre les esclavagistes « instruits » dans le genre de M. Sorokine. Une grande partie d'entre eux émargent probablement à notre budget et sont employés par l'Etat comme éducateurs de la jeunesse, quoique ils ne soient pas plus propres à ce rôle que des corrupteurs professionnels que l'on installerait en qualité de surveillants dans des institutions scolaires pour les enfants en bas âge.

La classe ouvrière russe a su conquérir le pouvoir, mais elle n'a pas encore appris à l'utiliser, sinon elle eût depuis longtemps déjà envoyé se faire pendre ailleurs dans les pays de la « démocratie » bourgeoise de semblables professeurs et membres de sociétés savantes. C'est là qu'est la place de ces esclavagistes.

N. LENINE.

L'Internationale et le Parti français

(Extraits des Protocoles de l'Exécutif)

Cinquième discours de Trotsky

(Séance du 10 Juin)

Assez expliqué la situation : il est temps de la changer. — Le passé historique du prolétariat français. — Où sont les pessimistes ? — Les paysans et le Parti ouvrier. — L'erreur démocratique de Renaud Jean. — Le manque d'hommes. — La mission des ouvriers. — Une violente sortie de Cartier. — La discipline communiste dans les syndicats. — L'opinion de la masse et celle des bureaucrates. — La Fédération de la Seine. — Extrême-gauche et extrême-droite. — Des décisions, une application.

TROTSKY. — Au cours de la discussion, et surtout hier, on a essayé un peu trop, à mon avis, d'expliquer la situation ; même le camarade Brandler a recommencé, il me semble sans avoir tous les renseignements nécessaires, à expliquer la situation, pourquoi elle se présente comme vous savez, etc...

Naturellement, pour prendre une décision, il faut comprendre ce qui se passe, il faut connaître le passé. Mais, tout de même, nous ne sommes pas un Congrès historique, nous sommes une assemblée de l'Internationale et la tâche que nous poursuivons n'est pas seulement d'étudier le passé qui a déterminé le présent, mais de préparer l'avenir, et pour l'avenir il faut changer la situation actuelle, il faut indiquer les moyens d'y parvenir.

J'ai déjà cité, une fois, à propos de la question française, un mot de Marx qui a dit, dans son ouvrage sur la philosophie de Feuerbach, que les philosophes ont assez interprété le monde, et que maintenant il faut le changer.

Maintenant, il faut non pas expliquer mais changer la situation dans le Parti français.

Notre camarade Rappoport également a péché dans son discours par ses tentatives répétées d'expliquer la situation. C'est une mentalité qui a bien caractérisé la 2^e Internationale, surtout le mouvement en Allemagne, où l'on était bien marxiste, comme vous savez, mais où l'on ne s'occupait que d'expliquer, et non d'agir révolutionnairement. On expliquait ce qui se passait en bons marxistes, et l'on agissait en bons opportunistes.

Maintenant, je le répète, il s'agit d'agir pour changer la situation. L'état d'esprit du camarade Rappoport, bien caractéristique, est un peu fataliste. C'est le plus grand danger pour notre mouvement en France.

Le pessimisme de Rappoport

Rappoport dit que la France est le pays de la petite-bourgeoisie, que celle-ci influence tout, etc. C'est une explication, ce n'est pas le moyen de changer la situation. Mais c'est une explication fautive qui conduit Rappoport à des conclusions, pour employer son mot, tout à fait pessimistes. Ce qu'il a dit du sort du Parti français est tout à fait pessimiste.

Selon lui, la petite-bourgeoisie en France a assigné au Parti socialiste, pendant la 1^{re} Internationale, un rôle bien triste. Pendant la 2^e Internationale, ce fut la question du millerandisme, du briandisme. Et dans la 3^e Internationale, c'est la même chose. Telle est sa conclusion.

Or, camarades, je ne suis pas de cette opinion. Pendant la 1^{re} Internationale, c'est le prolétariat fran-

çais qui a écrit la page d'histoire de la Commune. Il n'y a que le prolétariat français qui ait écrit cette page, la plus glorieuse de toute une époque, de la période précédant le commencement de cette révolution mondiale où nous vivons.

Pendant la 2^e Internationale, le Parti français était semblable au Parti allemand, avec cette différence que le Parti allemand couvrait formellement, théoriquement son opportunisme d'une phraséologie et d'un peu de théorie marxiste. Tandis qu'en France, on faisait la même politique d'opportunisme, avec plus d'éclat et plus ouvertement, parce qu'on était dans un pays républicain.

Et maintenant, dans la 3^e Internationale, je ne vois dans le passé du prolétariat français aucune raison pour qu'il ne joue un rôle digne de la conscience historique qu'il a accumulée, de son passé vraiment héroïque, de la civilisation du pays tout entier.

On m'a dit que si je n'ai pas donné un tableau pessimiste, c'était tout de même un tableau chargé : ainsi s'est exprimé Rappoport. Mais au contraire, le tableau le plus pessimiste, le plus noir, c'est celui du camarade Rappoport, et le mien le plus optimiste.

L'Obstacle : La culture capitaliste

Quand j'analyse avec vous la situation en France, je dis : Ce n'est pas la petite-bourgeoisie qui a créé cette situation. Il ne faut pas exagérer les forces de la petite-bourgeoisie. Prenez le Parti ouvrier anglais : en Angleterre, il n'y a pas de petite-bourgeoisie, il n'y a guère qu'une grosse bourgeoisie. Est-ce que le sort et le passé du socialisme anglais sont plus brillants que ceux du socialisme en France ? Mais non ! Qu'était le socialisme anglais pendant la 1^{re} Internationale ? Presque rien. Et pendant la 2^e Internationale ? De petits groupements socialistes et mi-socialistes qui ont dégénéré, comme le groupement de Hyndman, et d'autre part, un grand parti de libéralisme ouvrier. Il n'y avait pas de petite-bourgeoisie. Qu'y avait-il ? Une grande bourgeoisie, un capitalisme fort avec un passé puissant de civilisation, une histoire, capitaliste. Voilà le grand obstacle : le mort saisit le vif.

En France, comme en Angleterre, comme dans les pays les plus civilisés où le passé est riche de culture, de tradition, le mur de la civilisation capitaliste se dresse contre l'avenir. Il faut, coûte que coûte, surmonter ces obstacles dont la bourgeoisie se sert à merveille. Il faut les vaincre. Et lorsque le Parti Communiste saura grouper les ouvriers selon la nouvelle ligne historique, la ligne révolutionnaire, en utilisant en même temps la civilisation écoulée, qui donne cette finesse de l'ouvrier français, nous aurons en

France, espérons-le, le meilleur Parti Communiste du monde.

La crise actuelle est une crise de préparation pour pouvoir utiliser tout un riche passé qui constitue pour l'heure un obstacle, mais qui deviendra demain la garantie d'une action d'une envergure encore inconnue dans l'Histoire.

L'Erreur démocratique

Le camarade Rappoport se rapproche, quand il invoque la petite-bourgeoisie, des éléments qui pour leur part invoquent cette petite-bourgeoisie que forment les paysans, comme Renaud Jean et Auclair qui disent constamment que les paysans sont les 4/7 de la population française. Rappoport dit aussi : que voulez-vous de notre Parti puisque les petits-bourgeois sont les 4/7 de la population, il faut s'adapter...

Mais les paysans sont les paysans, et nous sommes le Parti ouvrier !

Si la petite-bourgeoisie exerce l'influence de ses préjugés autour de nous, cela ne signifie pas que nous devons devenir des représentants de cette influence. Nous voulons créer en France un Parti ouvrier. Nous l'avons créé. La manière des camarades Auclair ou Renaud Jean d'apprécier la situation est tout à fait fautive et démocratique.

Renaud Jean dit : « Notre pays a été gangrené par des décades de démocratie », mais il a lui-même une conception absolument démocratique. Il compte les voix, il dit 4/7 de la population, il établit une statistique ! C'est tout.

Alors comment expliquer la Révolution en Russie, où le prolétariat est une partie beaucoup plus infime qu'en France ? Que prouve la Révolution russe ? Elle prouve qu'avec la statistique de la population, base des manœuvres de la lutte électorale dans le pays, on ne fait pas la Révolution. La force du prolétariat ne s'explique pas seulement et ne se détermine pas seulement par le nombre des prolétaires. Il faut apprécier sa valeur, son rôle dans l'industrie, dans la vie sociale, sa concentration, son organisation, son parti, etc., etc... Il n'y a que lui, prolétariat, qui peut entraîner les masses hésitantes des paysans, des paysans pauvres, mais c'est lui le sujet de l'Histoire, et non pas l'objet entraîné, c'est lui qui fait l'Histoire révolutionnaire.

Or, en France, le prolétariat est une partie beaucoup plus grande de la population qu'en Russie. avec un passé plus riche, un niveau politique plus élevé. Les conditions nécessaires à la formation d'un Parti sont donc données.

Le prétendu manque d'hommes

On nous répète toujours : nous souffrons du manque d'hommes. Oui, si l'on reste toujours dans cette couche supérieure qui a dirigé toujours en France les destinées socialistes et parlementaires de la classe ouvrière, formée de journalistes, d'avocats, d'intellectuels. Il nous reste très peu de ces éléments de l'ancien parti dans le Parti Communiste. C'est juste. Mais je crois que nous devons nous en féliciter, car même ainsi il en reste encore trop.

Personne n'osera dire que dans la classe ouvrière elle-même on ne pourra trouver, si l'on cherche avec énergie, si l'on ouvre la voie aux meilleurs éléments de cette masse, les nouveaux chefs, les nouveaux guides du prolétariat.

Qu'avons-nous vu dans le passé ?

D'un côté, le Parti parlementaire, d'un autre côté le syndicalisme. Le syndicalisme, comme nous l'avons dit dans notre discussion, a attiré à lui la masse ouvrière parce qu'il a donné, bien que d'une manière assez fautive, l'expression des sentiments révolutionnaires des ouvriers en opposition à la politique parlementaire. Mais le syndicalisme a fait aussi autre chose. Il a donné la possibilité aux éléments les plus énergiques du prolétariat français de se placer en tête du prolétariat. Le mouvement syndical a été dirigé par les ouvriers.

Voilà le grand fait. Voilà la grande valeur, dans le cadre historique d'avant la guerre et pendant la 2^e In-

ternationale, du syndicalisme français. Voilà la grande différence entre le Parti et les syndicats. Dans les syndicats, les ouvriers ont vu toujours quelqu'un des leurs à la tête. Dans le Parti, il a vu des professeurs d'éloquence, des journalistes, des avocats.

Il faut changer la situation. Il faut que dans le Parti les ouvriers voient les leurs en tête partout. Cela n'exclut pas, naturellement, ceux qui y ont acquis légitimement une position, quoique d'origine bourgeoise, petite-bourgeoise, intellectuelle, etc... Mais comme règle, et non pas comme exception, ce sont les ouvriers qui doivent s'élever dans leur Parti. C'est une grande tâche en perspective dans la composition du Comité Directeur, comme lorsqu'on établira les listes des candidats aux élections. La question est capitale.

Contre la politesse

Deux ou trois ouvriers, adroits ou maladroits, qui entreront au Parlement ou dans une municipalité avec un esprit neuf et même un peu arrogant envers cette bourgeoisie qui crée systématiquement une atmosphère de politesse et de courtoisie, rendront plus de services au communisme que des dizaines d'intellectuels. En France, cette atmosphère presque religieuse de politesse est un puissant moyen d'influence à la disposition de la bourgeoisie, de même qu'en Angleterre, l'Eglise, comme dit Lloyd George, est la grande station électrique qui met en mouvement tous les Partis bourgeois et même la plupart des ouvriers, car Henderson et ses pareils sont compris dans ce réseau électrique. En France, c'est la religion de la politesse, de la courtoisie, que la bourgeoisie emploie avec habileté contre le Parti ouvrier. Le député qui entre au Parlement est très sensible à ce qu'on dit de lui, à ce que pensent de lui les professionnels de la politesse comme feu Deschanel, et bientôt il s'adapte et devient plus modéré. Au bout d'une autre année, il ne reste rien de l'esprit qu'il a apporté au Parlement.

On voit la même chose dans le Parti dans les rapports entre la direction et l'opposition. La direction imite la bourgeoisie. Quand l'opposition apparaît, on dit : mais ce sont des questions personnelles. On répète beaucoup maintenant une phrase de notre ami Frossard : le Parti doit être une grande amitié. Naturellement nous le désirons tous. Mais quand quelqu'un critique, on cite toujours la phrase de Frossard dans ce sens : pas de critiques, pas de critiques ; le Parti doit être une grande amitié. En même temps, les éléments qui sont pour la politesse ne manquent jamais, quand ils en ont la possibilité, de frapper l'opposition par quelque phrase équivoque ou par des attaques personnelles. De même, la bourgeoisie française, avec toute sa politesse, quand on la critique au Parlement sérieusement, se montre la plus haineuse, la plus arrogante de toutes les bourgeoisies. Ainsi, nous voyons que la politesse est un instrument politique de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il faut briser cet instrument et pour cela, plaçons des ouvriers frais et robustes dans toutes nos organisations.

Le rôle des individus

Rappoport nous dit : Vous attachez trop d'attention aux individus. Voilà un reproche tout à fait inattendu, mais on reçoit toujours, du camarade Rappoport, des choses inattendues. (Rires.)

RAPPOPORT. — Parfois agréablement inattendues. TROTSKY. — Parfois...

A propos de Fabre, il dit : Vous donnez trop d'attention aux individus et ainsi vous déroutez les masses.

Le Parti français fait un grand travail dans les masses, je n'en doute pas. Mais quand nous parlons d'un Parti Communiste, nous supposons que le travail élémentaire qui doit être fait est fait, et personne n'en doute, il n'est pas besoin de le mentionner. Nous ne discutons que sur les questions qui nous divisent.

Mais dira : Vous attachez trop d'attention aux individus...

CARTIER. — Oui, vous accordez trop de valeur aux individus, et si vous le permettez, je vous répondrai !

TROTSKY. — C'est ce que Rappoport a dit.

CARTIER. — Il a dit la vérité, c'est exact.
TROTSKY. — Eh bien ! vous ne faites que le confirmer.

CARTIER. — Vous-même, vous attachez trop d'attention aux individus !

TROTSKY. — Alors, sur cette question, vous êtes d'accord avec Rappoport, mais malheureusement je ne puis pas être d'accord avec vous. (Hires.)

CARTIER. — Si vous me permettez, c'est immédiatement que je répondrai !

TROTSKY. — Je vous en prie.

...???

CARTIER. — Eh bien ! camarades, voilà la justification de mon intervention. Je regrette, peut-être cela va indisposer la conférence contre moi. Je tiens essentiellement à apporter une explication.

Vous savez qu'ici il y a deux camarades appartenant au Comité Directeur qui sont arrivés depuis dimanche. Or, qu'est-ce que j'ai constaté ? C'est que notre camarade Trotsky, immédiatement après notre arrivée, dès qu'il l'a su, a fait appeler notre secrétaire général, le camarade Frossard, et a négligé de faire appeler notre camarade Cartier, qui est un ouvrier manuel, qui n'est pas un orateur et, je le dirai, qui est un brutal, mais qui dit ce qu'il pense, et qui est un vieux militant. Trotsky sait que pendant la guerre, j'ai œuvré non seulement dans mon Parti, mais dans la France, que la citoyenne Cartier et moi, nous avons été arrêtés.

Pendant tout le temps, j'ai été d'une intransigeance absolue. Je puis le dire sans me flatter, je suis l'homme, le représentant exact de la classe ouvrière et pourtant Trotsky a négligé de m'appeler comme il a honoré Frossard. Pourtant je représente, je crois, la vraie classe ouvrière française. Pourquoi Frossard plutôt que Cartier ? Parce qu'il est lui, Frossard, la valeur la plus représentative de notre Parti, parce qu'il est une valeur oratoire et intellectuelle, tandis que Cartier c'est la quantité négligeable du Comité Directeur. S'il est au Comité Directeur, ce n'est pas comme Frossard, il n'a ni sa valeur oratoire, ni sa valeur intellectuelle, mais c'est son passé qu'il a derrière lui, parce qu'il a été réellement un socialiste, n'ayant peut-être pas dans la tête toute la théorie de Marx, mais ayant une valeur combattive énergique. C'est ça que je dis à Trotsky.
 Vous aussi Trotsky, vous attachez trop de valeur aux personnalités et aux individus. Moi je m'en suis guéri.

Sur une digression

SADOUL. — Camarades, je demande la parole pour une mise au point, simplement parce que je considère qu'il est tout à fait inutile que le camarade Trotsky réponde lui-même. Si Cartier connaissait Trotsky, il ne lui ferait pas ce reproche.

Le rendez-vous avec Frossard a été fixé en dehors du camarade Trotsky, et lorsque celui-ci a reçu Frossard, il ignorait complètement la présence à Moscou de Cartier. Il est bien inutile de...

TROTSKY. — Permettez-moi tout de même de dire que nous nous sommes entendus avec le camarade Cartier pour un rendez-vous, et vous savez qu'un événement pénible dans ma vie privée m'a empêché le lendemain de fixer le rendez-vous ; j'ai trouvé à peine le temps d'assister à la séance où j'ai prononcé mon discours sur la question française.

Si vous croyez que cet incident est créé par mon culte des individus, vous vous trompez. Vous pourriez dire tout au plus que c'est ma faute personnellement. Mais il ne s'agit pas de cela, nous parlons d'attitude politique.

Quant au camarade Frossard, ce n'est pas moi qui l'ai demandé. Ainsi que l'a dit Sadoul, on m'a annoncé au téléphone que Frossard désirait me parler, j'ai demandé où je pourrais le voir, on m'a répondu : Il veut venir tout de suite chez vous. C'est tout. Pendant la conversation ou après, on m'a nommé Cartier comme étant co-délégué.

CARTIER. — Camarades, vous me permettez. Vous comprenez mon état d'âme. J'ai beau être un simpliste,

un primaire, quand j'ai vu cette différence de traitement, j'en ai fait part à mes camarades de la délégation française. Je suis inférieur, je suis traité en enfant pauvre. Je le dirai à Trotsky. Je suis venu ici pour voir, pour lui dire mon état d'âme, car je ne suis pas partisan du front unique. Les arguments ne me convainquent pas. Je suis ici pour les chercher. (Bruits dans la salle.)

Mais alors, en raison de cet incident (je veux bien que ce soit un incident), vous comprenez que devant le fait, j'ai voulu souligner cette façon.

SADOUL. — Vous avez eu tort.

CARTIER. — J'ai tort peut-être d'avoir trop de franchise !

SADOUL. — Vous faites montre non pas de la dignité ouvrière, mais de susceptibilité petite-bourgeoise.

CARTIER. — Sadoul interprète comme un avocat, à sa manière, la langue française ! J'ai dit mon état d'âme !

TROTSKY. — Je ne suis pas de l'opinion du camarade Sadoul, sur sa dernière appréciation, et j'espère que pendant cette conférence nous aurons la possibilité de causer avec le camarade Cartier, d'écartier tout malentendu.

CARTIER. — L'explication est claire. C'est tout ce qu'il me faut. Je suis content !

Le spectre de la guillotine

TROTSKY. — Camarades, j'ai essayé de démontrer que les explications qu'on a données étaient fausses. Mais même si elles étaient justes, les explications ne nous suffisent pas. Il faut changer la situation.

Or, le discours de notre camarade Brandler était, sur ce point, absolument — permettez-moi de le dire — dénué de valeur politique.

Brandler dit : Ce que propose Trotsky, c'est... (il prononce le mot allemand). En somme, c'est la guillotine dont a parlé Rappoport, la guillotine de Souvarine. (Hires.)

Il me reproche cela-même que Rappoport reproche à Souvarine, mais dans un mot allemand qu'il m'est difficile d'exprimer en français. C'est à peu près la même chose.

(Exclamations, bruit ; on donne diverses traductions du mot allemand.)

Cela signifie une opération chirurgicale, dans laquelle il faut couper le ventre.

Dans la salle : Pas la tête, seulement le ventre !

Trotsky. — Mais aussi, comme Rappoport avec ses éléphants anonymes, Brandler ne dit pas où il faut faire l'opération. Alors, que vaut sa critique ?

Après avoir toléré pendant deux années cette situation, dit Brandler, vous voulez maintenant la brusquer. Et après avoir prononcé un discours caractérisant la situation du Parti français d'une manière critique, il dit : « Mais vous avez à tort toléré deux années cette situation, maintenant vous voulez la brusquer ; je vous propose de la tolérer une troisième année ». (Hires.)

C'est le sens de son discours ! Il ne dit rien de plus, il ne propose pas davantage. Mais croit-il qu'à la fin de la troisième année, la situation s'améliorera ? Dans ce cas, il serait d'avis que la situation s'améliorera d'elle-même. Et pourquoi nous reprochait-il de l'avoir tolérée deux années si elle doit s'améliorer d'elle-même ?

Il dit qu'il faut plus de précision dans le travail, plus de volonté, d'homogénéité. Nous l'avons dit maintes fois, il ne fait que le répéter avec un retard d'une ou deux années. Nous l'avons dit et redit. Qu'il relise nos discours, les décisions et les lettres de l'Exécutif. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est tirer les conséquences et préciser les résolutions, les décisions, en plein contact avec la délégation française.

Le travail communiste dans les syndicats

Brandler dit que nous brusquons la situation. Pourquoi ? Comment ? Parce qu'il n'y a pas en France d'éléments qui veulent aboutir au résultat. Quel résultat ? D'avoir dans les syndicats des communistes qui soient des communistes.

Or, que demandons-nous ? Que les communistes dans

les syndicats soient des communistes, qu'ils se soumettent à la discipline. Que le fait qu'ils travaillent dans des syndicats ne leur donne pas le droit d'être en insoumission permanente envers leur parti. Ils doivent choisir. Ils peuvent travailler comme des libres penseurs à la manière des Verdier et des Quinton dans les syndicats s'ils ont quitté le Parti, ou ils doivent se soumettre au Parti s'ils en sont membres. Toute la question est là.

Brandier remarque que, pendant deux années, les communistes, dans les syndicats, ont travaillé à leur manière, individuellement, sans se soumettre à la discipline. Or, nous avons demandé, exigé maintes fois qu'on leur impose la discipline. Nous n'avons pas réussi. Maintenant, nous exigeons quelque chose de plus.

Qu'on établisse la liste des délégués communistes au Congrès de Saint-Etienne. Qu'on les convoque en fraction du Parti. Que l'on examine et discute ce que les communistes ont à faire ? On verra ainsi s'il y a des communistes qui sont des communistes, prêts à remplir leur devoir envers leur Parti, envers l'Internationale.

Est-ce que ce premier pas n'est pas absolument nécessaire ? Et s'il était démontré que les neuf dixièmes des communistes au Congrès ne sont pas des communistes, qu'ils ne veulent pas se soumettre au Comité Directeur, ce serait une situation tellement triste qu'il serait difficile d'en prévoir les conséquences.

Ce que veulent les ouvriers

Mais je ne le crois pas. Il n'est pas juste de dire que les ouvriers français ne veulent pas le rapprochement du Parti et des syndicats. Ce n'est pas juste. Ce sont les bureaucrates des syndicats qui ne veulent pas de ce rapprochement, parce qu'ils ont peur de la concurrence des intellectuels du Parti.

Les ouvriers veulent la révolution. Pourquoi Jouhaux a-t-il eu les moyens de réaliser sa volonté de scission ? Parce qu'il s'est servi de la pression irrésistible des éléments révolutionnaires dans les syndicats. Donc, la forme des syndicats n'est pas pour les ouvriers un fétiche absolu, au-dessus de tout. C'est le fond qui leur importe avant tout.

Que veulent les ouvriers ? Les révolutionnaires veulent l'instrument de la révolution. Pour les uns, c'est le syndicat. Pour les autres, c'est le Parti. Quand ces organisations se rapprochent pour des buts révolutionnaires et par leur intransigeance, et non seulement en paroles, ils acclament à la fois le Parti et le syndicat.

Mais il y a les bureaucrates des syndicats qui se disent révolutionnaires, qui constituent des cliques avec leurs clientèles, avec leurs chapelles et qui disent : « Ne touchez pas à notre domaine, c'est notre chasse gardée ». Si le Parti se tient à l'écart, ils gardent leur domaine et l'élargissent toujours. Mais au moment où le Parti se présente comme Parti ouvrier et dit sa pensée, sa volonté, alors la clique, la bureaucratie se trouve entre la pression physique de la masse et la pression idéologique du Parti. Si elle ne veut pas marcher avec la masse, elle est écrasée.

Je dis donc que les communistes doivent créer une fraction au Congrès syndical. Est-ce que cela exclut le bloc avec Monmousseau, avec les syndicalistes doctrinaires ? Pas le moins du monde. Le bloc est absolument possible.

Si, pour changer la majorité, nous faisons des concessions aux syndicalistes couleur Monatte-Monmousseau, c'est comme parti que nous les ferons, après avoir apprécié, précisé dans le Parti Communiste ou dans la fraction communiste du Congrès, toutes les modalités, toutes les possibilités. Voilà ce que l'Internationale doit exiger.

Avons-nous le droit de demander que chaque communiste se soumette aux résolutions votées ? Mais c'est élémentaire. Aussi je trouve l'état d'esprit du camarade Brandier trop pessimiste. On dirait que le Parti français, le mouvement ouvrier français, sont tellement malades qu'il faut tourner autour à une grande distance, parler à mi-voix, prendre d'extraordinaires précautions, comme je l'ai écrit à Ker. Ce n'est pas juste.

Le mouvement ouvrier et les éléments les plus révolutionnaires qui le dirigent sont tout à fait sains et sérieux. Ils feront de bonne besogne, surtout aidés par l'Internationale. C'est tout ce que nous demandons.

La Fédération de la Seine

Dans des entretiens privés, on m'a reproché d'avoir mis en avant la question de la Fédération de la Seine. On m'a dit : « Tout de même, on ne peut pas résoudre la question de la Seine ici : c'est une question locale ».

Or, camarades, je crois qu'il n'y aura jamais de révolution prolétarienne en France sans le changement d'esprit et d'organisation de la Fédération de la Seine. (Vives approbations.)

On ne fait pas la révolution en France en dehors de Paris. Et même pour se préparer à cette révolution, il faut avoir un Parti centralisé, et le Comité Directeur ne peut pas diriger le Parti sans, et surtout contre, la Fédération de la Seine. C'est la même chose chez nous : est-ce qu'on pourrait diriger le Parti russe contre l'organisation de Moscou, aussi bien avant la révolution que pendant la révolution ?

Le Comité Directeur doit créer sa place d'armes. Et cette place d'armes, c'est Paris, et l'organisation de Paris, c'est la Fédération de la Seine. Je suis sûr aussi que dans cette Fédération, on trouvera des éléments qui comprendront très bien leurs fautes quand nous les leur aurons expliquées. Des camarades des sections ouvrières de Paris croient trouver dans le passé du mouvement français la justification du fédéralisme. C'est tout à fait faux. Parce que le principe fédératif dans la vie du Parti aboutit toujours, en réalité, à la prédominance d'une oligarchie anonyme.

S'il n'y a pas dans l'organisation une tête, comme le Comité qui doit diriger cette organisation, et une continuité d'action permanente, il y a inévitablement des éléments qui surgissent sans être contrôlés, qui prennent les rênes et dirigent la Fédération sans que la masse se doute pourquoi et comment. Et ce système tout à fait amorphe aboutit toujours au résultat contraire au résultat cherché.

Tandis que s'il y a une organisation centralisée avec un Comité à la tête, limité mais absolument responsable, il y a possibilité vraiment de contrôler.

La forme fédérative nous explique pourquoi l'extrême-gauche soutenait comme secrétaire général un camarade d'extrême-droite. Voilà à quoi aboutit la forme fédérative : au résultat contraire, au résultat cherché. Il faut donc poser à la Commission la question de la Seine.

Conclusion

Toutes les questions que nous poserons, nous les poserons naturellement, non en grands maîtres comme a dit avec raison absolue, pas davantage en médecins au chevet d'un moribond. Rien de semblable ! Mais comme l'Internationale, dont les représentants sont réunis et veulent aboutir cette fois à des résultats tout à fait précis.

Je n'ai pas énuméré toutes les propositions nécessaires. Elles seront faites devant la Commission. Mais ce qu'il faut, c'est que cette fois-ci les résolutions adoptées soient obligatoires pour tous. Parce que c'est la raison de la déchéance de la 2^e Internationale que de prendre des résolutions et de ne pas les appliquer. Nous ne pouvons pas le tolérer.

Si l'on trouve que nous ne sommes pas assez informés, alors qu'on nous informe, qu'on prolonge cette discussion. Je serai le premier à demander à l'Exécutif encore une, encore deux journées, pour qu'on nous donne, surtout les camarades français, les renseignements qui nous font défaut. A la Commission, travaillons vingt-quatre heures par jour s'il le faut pour examiner tous les renseignements nécessaires, pour que personne après cela n'ose écrire : « L'Internationale était insuffisamment informée. » Nous voulons être informés jusqu'au bout, à fond.

Mais après avoir formulé les décisions, nous demanderons qu'elles soient appliquées aussi jusqu'au bout et à fond.

Lettres du Comité Exécutif au C. D. du Parti Français

L'Exécutif a décidé la publication de sa correspondance avec le C. D. du Parti français, et d'un recueil de tous les documents relatifs aux divergences de vues entre l'Internationale tout entière et sa section française. Les militants pourront ainsi se rendre compte des vraies responsabilités de la crise actuelle. Ceux qui, jusqu'à présent, ont été trompés ou se sont trompés quant au rôle de l'Exécutif ou du représentant du Parti français à l'Exécutif, pourront ainsi se faire

une opinion éclairée pour peu qu'ils étudient objectivement la question. Tandis que le recueil est à l'impression, nous publions ici deux lettres qui traduisent les critiques de l'Internationale envers les faiblesses et les fautes de notre Parti. Seuls, l'Internationale et les Partis communistes peuvent se permettre de discuter ainsi au grand jour les problèmes de leur action, sans craindre de s'affaiblir ou de favoriser leurs adversaires.

(Décembre 1921)

Au Comité Directeur du Parti Communiste français,
Chers camarades,

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé d'envoyer au Parti Communiste français, en plus de la lettre officielle et publique adressée au Congrès de Marseille, une lettre confidentielle pour attirer son attention plus spécialement sur certaines questions importantes.

Depuis le voyage de notre délégué à Paris, une situation nouvelle s'est développée au sein du Parti ; si le Comité Directeur n'intervient pas avec décision et fermeté, elle provoquera une crise grave.

Le *Journal du Peuple* qui, dès le Congrès de Tours, et durant le cours de toute cette première année, fut le refuge des membres du Parti qui regrettent le départ des opportunistes et pleurent la scission, mène depuis quelques semaines, sous la plume de son directeur et de certains de ses collaborateurs membres du Parti, une campagne de plus en plus nettement dirigée contre le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et contre le communisme et ses principes essentiels.

Les résolutions votées par le Comité Exécutif, celle en particulier qui concerne le contrôle de la presse, sont présentées, au mépris de la vérité, comme les « oukazes de Souvarine ». La délégation française au 3^e Congrès et le Comité Directeur savent pourtant que ces résolutions concernant le Parti français ne sont pas des « oukazes », mais des propositions soumises au Parti en accord complet avec l'unanimité de la délégation et que le Comité Exécutif est toujours prêt à discuter et, de fait, a discuté par l'organe d'Humbert-Droz avec la Direction du Parti.

Pourquoi la délégation, rentrée de Moscou, qui sait dans quelles conditions furent votées ces résolutions, pourquoi le Comité Directeur qui est au courant de ces faits, n'ont-ils pas immédiatement arrêté la campagne déloyale de Fabre, non pas en lui imposant silence, mais en publiant seulement une mise au point qui, en rétablissant les faits, enlevait à Fabre la possibilité de continuer cette campagne, à la grande joie du *Populaire* et des adversaires du Parti et du communisme ?

La passivité du Comité Directeur, le silence de la délégation devant la campagne du *Journal du Peuple* nous paraissent d'autant plus déplorables que nous venions d'attirer fraternellement l'attention du Parti

sur le retard apporté par lui à établir son contrôle sur la presse non officielle et sur le manque de fermeté de sa direction.

Encouragé par ce silence du Comité Directeur, le *Journal du Peuple* a engagé la lutte contre d'autres propositions, en particulier contre la création d'une direction plus ferme et mieux organisée. Il propage des idées de plus en plus nettement hostiles à l'Exécutif et aux principes essentiels du communisme. Nous demandons au Comité Directeur qu'il sorte de cet incompréhensible silence et qu'il fasse front contre la tendance qui se constitue autour du *Journal du Peuple*. Nous espérons que les opinions qui sont exprimées contre la politique de la 3^e Internationale sont celles de quelques personnalités qui seront rappelées à la discipline, mais si le Comité Directeur laisse accréditer les légendes et ne réagit pas contre cette campagne, le *Journal du Peuple* finira par créer une véritable tendance opportuniste au sein du Parti. Le fait que Fabre lie cette campagne dirigée en réalité contre l'Exécutif à une propagande non moins systématique en faveur du bloc des gauches, montre quel est le caractère de cette politique, nettement anticommuniste.

Nous ne vous cachons pas non plus l'impression pénible qu'a produite la lenteur avec laquelle vous traitez le cas de Brizon et de la *Vague*. Tandis que les jeunes, accusés de relations avec Paul Meunier, étaient exclus en vitesse, le cas de Brizon traîne depuis des mois, dans une procédure sans fin de la Commission des Conflits. Il est nécessaire qu'un parti révolutionnaire agisse avec plus de rapidité pour se purifier des éléments qui minent son énergie et jettent le désarroi dans ses rangs. Si le cas de Brizon avait été liquidé avec plus de promptitude et d'énergie, il est probable que Fabre eût hésité à continuer et à accentuer sa campagne.

Une même situation est créée par le vote de la motion restreignant les pouvoirs du représentant de la France à l'Exécutif. Comme en ce qui concerne la campagne du *Journal du Peuple*, à travers une question personnelle, on touche à un principe important de l'organisation de l'Internationale. Le Présidium a voté à ce sujet une résolution spéciale que vous avez déjà reçue. Elle indique clairement notre pensée. Comme dans la question du *Journal du Peuple* nous n'entendons nullement prendre position dans des luttes personnelles, mais nous entendons empêcher

que, sous le couvert des polémiques et des luttes personnelles, on attaque la politique ou l'organisation de l'Internationale Communiste.

Si tous les partis voulaient appliquer à leur représentant à l'Exécutif la motion qui doit limiter les pouvoirs des délégués français, le travail de l'Exécutif serait rendu absolument impossible.

Nous répétons encore une fois : pour nous, il ne s'agit pas des personnes. Ce n'est pas nous, c'est vous qui avez désigné le camarade Souvarine comme représentant du Parti français. Si vous désirez un autre représentant, vous pouvez l'avoir en tout temps. Cela ne dépend que du Parti français. Si nous avons nommé le camarade Souvarine membre du Présidium de l'Exécutif, nous l'avons fait essentiellement par déférence à l'égard du Parti frère de France. C'est vous qui désignez la personne du représentant. Nous avons appris par le rapport de votre deuxième représentant, le camarade Bestel, tout à fait officiellement, que votre Comité Directeur a pleine confiance dans le camarade Souvarine et qu'entre vous et votre représentant, le camarade Souvarine, il n'existe aucune divergence d'idées politiques. Autant qu'on peut suivre d'ici les luttes à l'intérieur du Parti français, nous voyons que la ligne de conduite juste contre les demi-réformistes est représentée par Lorient à Paris et par Souvarine à Moscou. Nous espérons que le Comité Directeur, dans son entier, mènera la même lutte contre les demi-réformistes. Les questions personnelles ne jouent ici aucun rôle.

En ce qui concerne la question du Présidium, ou, plus exactement, d'une « direction politique » au sein du Comité Directeur, nous regrettons que le Comité

Directeur lui-même n'ait pas proposé une réorganisation du centre dans le sens d'une direction politique plus ferme. Du compte rendu sténographique de la séance que notre représentant a eue avec un certain nombre de camarades du Comité Directeur, il ressort que tous les camarades présents étaient d'accord sur notre proposition. Pourquoi, dès lors, n'en pas faire une proposition collective du Comité Directeur au Congrès ? Pourquoi laisser cet important problème comme une initiative personnelle de quelques membres du Comité Directeur ?

Cette question d'une direction politique du Parti est extrêmement importante pour notre section française et nous sommes étonnés que le Comité Directeur ait laissé ridiculiser cette idée par le *Journal du Peuple* sans la défendre énergiquement devant la pensée du Parti.

D'une façon générale, le Comité Directeur ne se soucie pas assez de saisir lui-même l'opinion du Parti pour l'orienter, et laisse trop souvent des adversaires présenter sous un jour défavorable et déformer quelquefois les problèmes qui doivent être résolus par le Parti. Il en résulte souvent un désarroi qui nuit à la pensée et à l'action du Parti.

Nous prions le nouveau Comité Directeur d'envisager et de résoudre les questions restées pendantes devant l'ancien et de répondre à notre lettre et à nos suggestions sans attendre l'envoi d'une délégation à Moscou.

Recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations.

**LE COMITE EXECUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE**

(Mai 1922)

*Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste
au Parti français.*

Chers camarades,

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste suit avec une alarme croissante le développement de la situation intérieure du Parti Communiste français et de sa politique dans les masses ouvrières.

Le fait que la croissance numérique du Parti soit temporairement arrêtée, que celui-ci ait perdu un certain nombre de membres, ne pourrait pas encore par lui-même déterminer des conclusions alarmantes.

La période de la formation du Parti était celle de la profonde fermentation révolutionnaire d'après la guerre et d'espoir dans le prompt développement de grands événements révolutionnaires. Lorsqu'il apparut que le mouvement ralentissait, lorsque les parties les moins conscientes des masses, c'est-à-dire leur majorité, virent que la constitution du Parti Communiste ne déterminait aucun changement radical dans la vie sociale, l'intérêt envers le Parti Communiste diminua inévitablement et une certaine partie des éléments ouvriers et non-ouvriers amenée au Parti par la vague montante commença à s'en détacher.

Cet arrêt, déterminé par la logique des événements, pouvait et devait contribuer à l'épuration, à la consolidation et au renforcement des principes et des organisations du Parti, à la condition toutefois que

le noyau du Parti et avant tout son Comité Central menassent une politique ferme et décidée. L'Exécutif ne voit cependant pas qu'une telle politique soit menée. Le Parti ne devient pas plus homogène ni plus compact sur la base du programme révolutionnaire. Au contraire, il est plus désorienté que jamais. L'affaiblissement de la concentration révolutionnaire intérieure du Parti détermine un renforcement de la pression du dehors, c'est-à-dire de l'opinion publique bourgeoise. Les éléments de droite, non communistes, opportunistes du Parti, peu nombreux en fait et faibles par leurs idées obtiennent dans ces conditions une influence disproportionnée, car c'est par eux que s'exprime la pression de l'opinion publique bourgeoise sur le Parti privé de l'unité nécessaire, de l'assurance et de la force de résistance à l'influence extérieure.

Cette situation alarmante du Parti est apparue avec une grande clarté dans l'affaire de Fabre et de son journal. Il ne saurait y avoir le moindre doute pour aucun communiste de l'Internationale que le journal de Fabre est absolument étranger et hostile à l'esprit de l'Internationale Communiste. Bien plus, cette publication est une entreprise privée d'une personne qui se donne, dans son journal, la qualité de membre du Parti Communiste. Dans la forteresse de notre Parti, assiégée de toutes parts par la bourgeoisie, surtout par une bourgeoisie aussi acharnée et malfaisante que la bourgeoisie victorieuse fran-

çaise, une porte est ouverte aux ennemis par laquelle pénètrent librement les espions, les démoralisateurs, les empoisonneurs.

Ainsi que l'expérience l'a prouvé maintes fois, une telle sorte de publication trouve très facilement un accès direct et indirect dans la conscience de la bureaucratie du Parti et des syndicats. Le poison agit invisiblement de jour en jour d'autant plus qu'il se couvre du drapeau du Parti. Au moment décisif du conflit, il apparaît que la conscience et la volonté d'une partie considérable des organisations du Parti, ses cadres notamment, sont empoisonnés et paralysés par le venin du scepticisme petit-bourgeois ; la masse du Parti ainsi que toute la classe ouvrière se trouvent affaiblies et comme décapitées devant les grands événements. L'attention insuffisante envers ce processus peut devenir fatale à un parti révolutionnaire en période de préparation.

C'est pour cette raison que le Comité Exécutif a déclaré avec tant de décision, il y a deux mois, à sa session plénière que la question du *Journal du Peuple* résumé, tout à fait indépendamment de la personnalité du directeur du journal, les manifestations les plus négatives et les plus dangereuses de la vie du Parti. Et à présent nous constatons avec une inquiétude redoublée qu'après l'avertissement unanime de l'Internationale sur cette question, les organes dirigeants du Parti n'ont pas encore pu comprendre le danger et n'ont pas trouvé la décision nécessaire pour mettre le fer rouge dans cette plaie. Au lieu d'attaquer sans pitié le *Journal du Peuple*, la presse du Parti s'est tue. Au lieu de poser la question du *Journal du Peuple* dans son ampleur politique et de créer ainsi les conditions nécessaires pour sa solution dans les 24 heures, vu l'absolue clarté politique de l'affaire, le Comité Directeur, en pleine contradiction avec la décision de la session plénière et avec l'engagement de sa délégation, réduisit la question aux rites d'une enquête de pure forme et empêcha ainsi le Parti de se rendre un compte exact de ce qui se passait et de ce que voulait l'Internationale. Pour signaler à l'avant-garde du prolétariat français les dangers qu'elle devait regarder en face, l'Exécutif s'est vu obligé de faire suivre son avertissement d'un rappel à l'ordre, de recourir à l'article 9 des statuts de l'Internationale et d'exclure Fabre et son organe du Parti en donnant à cette exclusion toute sa signification politique.

Pendant que l'aile droite, exploitant l'indécision chronique des centres du Parti, prend une importance disproportionnée dans la vie de ce même Parti, nous ne voyons pas que lesdits centres fixent leur attention sur leur tâche fondamentale : la conquête politique des masses ouvrières organisées dans les syndicats ou s'en tenant à l'écart. Nous voyons que le Parti, sous le prétexte de conserver de bonnes relations avec les syndicats ou les syndicalistes, recule systématiquement devant eux dans toutes les questions fondamentales et fait ainsi place aux éléments les plus anticommunistes du syndicalisme et de l'anarchisme. Nous voyons que des membres du Parti continuent à mener dans le mouvement syndical une propagande insolente et provocante contre l'Internationale Communiste. Profitant de la faiblesse doctrinale du syndicalisme, ils mènent une politique personnelle ou une politique de petite secte établissant

un régime d'oligarchie sans responsabilité, sans contrôle, sans programme. Le Parti capitule devant chaque attaque de ces adversaires qui exploitent le nom et le drapeau du communisme et mènent le mouvement syndical à la ruine et à la dissolution inévitables. Ce serait déterminer la ruine du communisme français pour de nombreuses années que de continuer à ignorer ce danger fondamental.

Le Parti cédera inévitablement la place, dans la classe ouvrière et avant tout dans les syndicats, aux brouillons anarchistes et aux chercheurs d'aventures tant qu'il ne se rendra pas clairement compte que le mouvement syndical ne saurait résoudre ses principales tâches sans l'influence du communisme, sans la direction des syndiqués communistes par leur Parti politique. Cette influence ne saurait être conquise que dans la lutte ouverte d'idées contre les brouillons anarchistes, contre les chercheurs d'aventures et les cliques oligarchiques. Le Parti doit passer à l'offensive sur toute la ligne, en découvrant et en critiquant la confusion et les confusionnistes, en conquérant pour ses membres les postes responsables dans le mouvement syndical, en plaçant les communistes des syndicats sous son contrôle, en les éduquant dans l'esprit de la plus stricte discipline et en chassant impitoyablement de ses rangs tous ceux qui, sous prétexte d'autonomie, oseraient continuer leur travail démoralisateur dans le mouvement syndical.

En accomplissant cette tâche, dans la forme de son agitation et de sa propagande, le Parti ne doit pas, cela va sans dire, repousser les syndicalistes qui se développent dans un sens progressif, et encore moins les grands cercles d'ouvriers non encore débarrassés de leurs préjugés à-politiques. Mais il n'y a rien de commun entre la position d'attente éducative envers ces éléments et la passivité, la capitulation devant les anarchistes qui les exploitent. En tout cas, la condition nécessaire du succès dans cette voie, c'est la volonté décidée de conquérir ce succès. Ceci exige que le Parti exerce un rigoureux contrôle, avec sa conséquence l'exclusion, sur les prétendus communistes qui se permettraient désormais, non seulement de ne pas appliquer les résolutions de l'Internationale, mais encore d'agir dans un sens nettement contraire. L'Exécutif attend dans ce sens des actes fermes et décisifs de la part du Comité Directeur, actes qui donneraient à l'Internationale une garantie effective que ses décisions sont appliquées et dispenseraient ainsi l'Exécutif de la nécessité d'intervenir de nouveau directement dans des questions et des tâches d'organisation qui doivent être résolues par le Comité Directeur de notre section française.

D'autre part, l'Exécutif fait remarquer que la tactique évasive d'indécision et d'attente quant à des questions de vie ou de mort a été suffisamment éprouvée et n'a donné que des résultats négatifs. C'est pourquoi l'Exécutif ne saurait plus admettre aucun délai dans cet ordre de choses.

3

Dans la question du front unique, nous voyons la même tendance à la passivité et à l'indécision mais masquée, cette fois, par une intransigeance verbale. Au premier coup d'œil, nous remarquons cet inexplicable paradoxe que les éléments de droite du Parti avec leurs tendances centristes pacifistes soutenant directement ou indirectement le *Journal du Peuple*

agissent en même temps comme les plus irréductibles adversaires du front unique, sous le drapeau de l'irréductibilité révolutionnaire. Et, par contre, les éléments qui, jusqu'à Tours, pendant les moments les plus difficiles se tenaient entièrement sur le terrain de la 3^e Internationale, agissent pour la politique du front unique.

En réalité, sous le masque de l'irréductibilité pseudo-révolutionnaire, nous voyons le culte de la passivité et de l'expectative, ce qui provient de l'incompréhension du fait qu'à présent, lorsque la classe ouvrière est dispersée en diverses chapelles, nous ne pouvons en aucun cas admettre le rattachement des ouvriers aux chapelles dissidentes, réformistes, anarchistes et autres. Nous avons besoin d'une politique d'initiative offensive qui détruise toute cohésion dans le camp de nos adversaires conservateurs ; ceux-ci ne se maintiennent dans le mouvement ouvrier que par suite de notre manque d'initiative de propagande. Les mêmes traits de passivité et d'indécision qui ont déterminé une grande perte de terrain dans les organisations syndicales se sont révélés ces mois derniers avec la question du front unique, qui fut absolument mal interprétée et mal représentée dans les organes de notre Parti.

Bien plus, après que la discussion qui avait duré plusieurs semaines fut suivie d'une étude approfondie de la question à la session plénière de l'Exécutif et aboutit à l'adoption, à l'écrasante majorité de l'Internationale Communiste, d'une résolution, nous voyons que les centres dirigeants et les organes du Parti français suivent encore une tactique absolument incompatible avec l'esprit et les statuts de l'Internationale Communiste. Les déclarations de « soumission à la discipline » ne servent, dirait-on, qu'à la violer plus ouvertement et systématiquement. Malgré que des décisions catégoriques eussent été prises, les organes du Parti, comme l'*Humanité* et l'*Internationale*, mènent dans leurs articles de fond, c'est-à-dire officiellement, au nom du Parti, une campagne irréductible contre le front unique. Comme la question de la phase d'étude est passée sur une échelle nationale et internationale dans la phase d'action, les articles de polémique de la presse communiste française, fournissant sans cesse des armes à nos adversaires, ne sont plus de la discussion, mais un sabotage de l'action (1).

L'Exécutif voit dans ces faits la pire survivance de l'esprit de la 2^e Internationale ; dans celle-ci, les décisions des congrès internationaux n'ont qu'une valeur purement décorative et ne gênent nullement la tactique des sections nationales, qui mettent leurs raisons « nationales » au-dessus des intérêts révolutionnaires et des tâches de l'Internationale. La continuation de ces sortes de violations criantes de la discipline de l'action internationale doivent inévitablement entraîner une réaction de l'Internationale dans son ensemble et des sections nationales qui se considèrent obligées de rappeler à la discipline et à l'ordre la section française.

L'Exécutif considère donc que, en conformité avec l'esprit et les statuts de la 3^e Internationale, le devoir du Comité Directeur du Parti français est d'assurer une composition et une forme des organes

(1) Voir en annexe la réponse de l'Exécutif à la demande de la résolution du Conseil National relative au rôle de la Commission des Neuf.

dirigeants du Parti grâce auxquelles ils soient désormais des organes d'explication, d'application et de défense des résolutions de l'Internationale Communiste et non de lutte contre cette dernière. L'Exécutif attend des garanties absolument claires et précises pour l'avenir dans ce sens.

4

On ne saurait, d'autre part, s'empêcher de remarquer l'ambiguïté qui existe dans les rapports entre le Comité Directeur du Parti français et l'Exécutif de l'Internationale Communiste. Non seulement l'unique décision contre laquelle la délégation française, au 3^e Congrès ou à la session de l'Exécutif élargi a donné ses voix, mais aussi toutes les décisions adoptées en plein accord avec tous les délégués français ont été présentées comme si elles ne devaient être adoptées que dans un sens de pure forme. Ainsi, tous les membres de la délégation, de même que tous les membres de l'Exécutif élargi, étaient tombés unanimement d'accord sur la nécessité du retour au Comité Directeur des camarades qui avaient donné leur démission au Congrès de Marseille. Cette décision visait un but politique extrêmement sérieux : obtenir l'unanimité complète dans le travail tant du Comité Directeur que du Parti dans son ensemble. L'application de cette décision ne pouvait prendre toute sa signification qu'à la condition qu'on expliquât au Parti qu'il s'agissait non pas de combinaisons personnelles ou d'ambition de telle ou telle personne, mais du rétablissement de la condition préliminaire d'organisation nécessaire pour l'entière unanimité au travail. Le sens politique exigeait l'explication simple, claire et minutieuse de cette question, dans les articles de fond de la presse du Parti et dans les discours au Conseil National. Or, rien de semblable ne fut fait. La question fut réduite à un vote de pure forme préparé dans les coulisses, c'est-à-dire derrière le Parti, sans articles ni discours explicatifs. Si quelqu'un s'était donné pour tâche d'atteindre des résultats parfaitement opposés à ceux que nous avons en vue à la séance de l'Exécutif élargi, il n'aurait pas agi autrement que le fit le Comité Directeur dans le cas présent.

Il est absolument évident que cette manière d'agir doit nécessairement susciter et renforcer l'impression dans la masse non homogène du Parti que l'Internationale ou « Moscou » présente des ultimatums politiques et d'organisation *incompréhensibles* et non motivés auxquels le Comité Directeur du Parti français se soumet par discipline, tout en faisant habilement remarquer à la masse du Parti son attitude négative à l'égard des propositions de l'Internationale. On crée ainsi une atmosphère où les intrigants et les politiciens qui se groupent autour du *Journal du Peuple* réussissent au mieux.

5

Du reste, il est intéressant de considérer l'histoire des relations entre l'Exécutif et le Comité Directeur pour se rendre compte que ce n'est pas l'Exécutif qui a jamais été la source des malentendus et des méprises.

Lors du 3^e Congrès mondial, le Parti français avait envoyé à Moscou une délégation de 11 membres reflétant bien les diverses nuances d'opinion qui pouvaient exister à l'époque dans le Parti. Cette délégation a largement participé aux travaux du Congrès et de l'Exécutif. Les résolutions prises par l'Exé-

cutif à l'intention du Parti français furent discutées et approuvées unanimement par la délégation, en particulier la résolution par laquelle l'Exécutif, sous forme de proposition, demandait au Parti français d'instituer un contrôle de la presse, contrôle qui existe dans tous les autres partis communistes.

L'Exécutif s'étonna de voir que cette résolution ne fut que tardivement prise en considération par le Comité Directeur, et que le mal signalé au Parti français persistait et s'aggravait. C'est pourquoi il insista pour faire adopter le principe du contrôle, qui fut enfin admis six mois plus tard mais qui, à la vérité, n'a pas reçu un commencement d'application.

Après le 3^e Congrès, l'Exécutif avait saisi le Comité Directeur de diverses suggestions concernant le mouvement communiste français. D'autres lettres furent adressées par nos camarades Zinoviev et Trotsky aux militants les plus responsables du Parti français en vue de faciliter de la manière la plus cordiale la compréhension mutuelle et le maintien d'une fraternelle collaboration.

Dans le même esprit, l'Exécutif invita à plusieurs reprises les camarades Frossard et Cachin à venir à Moscou discuter directement avec lui des questions les plus importantes de l'action communiste en France. Désireux de ne rien négliger pour établir une bonne entente avec les dirigeants du Parti français, l'Exécutif voyant qu'il n'était pas répondu favorablement à ses invitations, envoya à Paris un délégué qui s'informa de la situation et exposa à la Direction du Parti les points de vue de l'Internationale.

A la fin de l'année dernière, l'Exécutif ayant obtenu l'envoi d'un autre camarade à Moscou fut ainsi renseigné sur l'opinion du Comité Directeur relativement à la question des rapports de celui-ci avec l'Internationale. Il répondit par une résolution qui demandait au Comité Directeur une réponse.

Cette réponse ne fut pas envoyée.

L'Exécutif utilisa l'occasion du Congrès de Marseille pour adresser au Parti français une lettre ouverte dans laquelle étaient exprimées, entre autres commentaires de la situation, quelques critiques dans l'esprit amical et franc qui est de règle dans les rapports communistes internationaux. Cette lettre demandait aussi une réponse précise à propos des questions de discipline et de contrôle des journaux dans le Parti. Malheureusement, il ne fut pas répondu à cette lettre, pas plus qu'à une autre, celle-ci privée et plus détaillée, adressée au Comité Directeur.

Il faut rappeler aussi qu'à l'époque du Congrès de Marseille, l'Exécutif envoya auprès de la Direction du Parti un second délégué dont la présence en France était de nature à aplanir tout différend et à faciliter les relations à venir.

L'Exécutif comptait sur le voyage du camarade Frossard à Moscou après le Congrès de Marseille, selon la décision qui avait été prise en octobre par le Comité Directeur pour éclaircir et mettre au point ses rapports avec le Parti français. L'Exécutif invita avec insistance le secrétaire du Parti, vu l'importance extraordinaire des questions devant être résolues. Il considérait et considère encore que cette collaboration eût été des plus utiles et la plus propre à consolider les liens entre l'Internationale et sa section française.

Le Comité Directeur n'a jamais fait d'objection politique à l'Exécutif à l'exception de la seule ques-

tion du front unique. Dans les cas où les décisions de l'Exécutif étaient appliquées, comme nous l'avons vu à propos des réintégrations, cette application avait lieu sous une forme si nettement passive qu'on aurait cru qu'elle avait pour but de déterminer de l'hostilité contre le fond de la décision en question.

L'Exécutif considère qu'il est absolument impossible de conserver à l'avenir de tels rapports. Il invite le Comité Directeur de la section française de l'Internationale à se rendre un compte exact des motifs jusqu'à présent non formulés par lesquels cette conduite est déterminée et aussi des conséquences très graves auxquelles elle doit nécessairement aboutir si la tactique évasive actuelle dans les rapports entre Paris et Moscou n'est pas remplacée par la sincérité révolutionnaire franche et amicale.

LE COMITÉ EXECUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

P.-S. — Une autre lettre du Comité Exécutif traitant de la question du front unique et répondant aux critiques exprimées à ce sujet contre la politique de l'Exécutif dans le Parti français sera envoyée prochainement au Comité Directeur.

ANNEXE

(Réponse à la résolution du Conseil national)

Le commentaire de la tactique de l'Internationale Communiste dans la résolution du Conseil national (*l'Humanité*, 24 avril) présentant l'accord de Berlin comme une liaison organique avec les social-traitres, est extrêmement surprenant. Le Comité Directeur du Parti frère français doit savoir parfaitement que la première déclaration de la délégation communiste à Berlin disait déjà nettement et clairement : « L'unité d'organisation des groupements prolétariens, aujourd'hui d'orientations doctrinales divergentes, est tout à fait utopique et par conséquent nuisible. » (*Rote Fahne* du 3 avril.) L'exigence du Conseil national de limiter le droit de la Commission des Neuf est superflue, car tout le monde est d'accord pour considérer cet organisme comme uniquement destiné à la préparation du Congrès mondial. Ceci a été ensuite pratiquement confirmé le 15 mai quand nous avons invité ultimativement la 2^e Internationale à se prononcer catégoriquement sur la convocation du Congrès ouvrier mondial. L'interprétation contraire contenue dans la résolution égare les camarades français. Le délégué du Parti français à la conférence de Berlin a d'ailleurs été parfaitement au courant de toutes les démarches de la représentation communiste et de leur signification.

Adresser la correspondance concernant l'administration à RENÉ REYNAUD, 142, rue Montmartre.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur